



**LE RENOUVEAU DU REPUBLICANISME,  
UN NATIONALISME IRLANDAIS AUX ORIGINES FRANÇAISES**

Par Nathanaël Uhl, chercheur associé à  
l'Association culturelle Joseph-Jacquemotte  
et Silvère Chabot, rédacteur en chef de [Grey Britain](#)

Novembre 2017

21.413 signes

*Une fois encore, les observateurs ont été contredits par la réalité des faits. L'année 2016 a vu la multiplication d'articles évoquant le déclin du nationalisme nord-irlandais. Sa composante « républicaine », au sens irlandais du terme, le Sinn Féin, semblait particulièrement fragilisée par l'apparition de nouvelles formes politiques issue d'une gauche radicale plus proche de ce que nombre de pays continentaux peuvent connaître, telles People before Profit ("Le peuple avant les profits"). Les urnes ont invalidé les prophéties : que ce soit lors des élections régionales puis lors du scrutin général qui se sont succédé au printemps 2017, le Sinn Féin a connu un regain de popularité, manquant d'un siège le poste de Premier ministre en Irlande du Nord et faisant disparaître toutes les autres représentations nationalistes à Westminster deux mois plus tard. Nationaliste fermement ancré à gauche sur le plan social, le Sinn Féin a réussi à capitaliser sur la question de la réunification de l'Irlande après les résultats du Brexit en juin 2016.*

## **Irlande du Nord : aux origines d'un « état protestant »**

Avant d'évoquer la situation actuelle du nationalisme politique nord-irlandais et singulièrement de son expression majoritaire, il convient de revenir quelques décennies en arrière. En 1920, alors que la république d'Irlande conquérait son indépendance, les protestants - majoritaires dans six des neuf comtés de l'Ulster - refusent d'être intégrés dans la république naissante, dominée par les catholiques. L'Irlande du Nord est formée des comtés de Londonderry, Tyrone, Fermanagh, Antrim, Down et Armagh comme une composante du Royaume-Uni. De 1921 à 1972, cet ensemble est gouverné par les seuls unionistes et l'assemblée régionale est installée à Stormont palace, dans la partie orientale de Belfast.

Dès ses premiers pas, le gouvernement nord-irlandais assume le lien entre sa dimension confessionnelle et le loyalisme vis-à-vis de la couronne britannique. Son premier chef, James Craig, en novembre 1934, l'a affirmé on ne peut plus clairement :

*« Sans qu'aucun doute ne soit permis, c'est notre devoir et notre privilège, et il en sera toujours ainsi, de nous assurer que les personnes que nous désignons (au sein du gouvernement) soient fidèles, de la manière la plus inattaquable, au Roi et à la Constitution (britannique). C'est là mon principal objet en mettant en œuvre un gouvernement protestant pour le peuple protestant <sup>1</sup>. »*

Cette double revendication liant défense du lien avec le Royaume-Uni et protestantisme, se voulait une réponse à la constitution de l'Irlande du sud en république dont le catholicisme était la religion dominante. C'était aussi le constat que la politique de peuplement (*the plantations*) menée par les gouvernements anglais, puis britanniques, depuis le 17<sup>e</sup> siècle a échoué à inverser le rapport des forces religieux.

Mais la déclaration de James Craig, leader du Ulster Unionist Party (UUP) lequel formera tous les gouvernements régionaux jusqu'en 1972, dénote de l'état d'esprit dans lequel se placent les responsables politiques loyalistes. Une attitude qui va, en effet miroir, renforcer le sentiment nationaliste, avec l'objectif de la construction d'une Irlande unie, au sein de la minorité catholique des six comtés de l'Ulster.

---

<sup>1</sup> Intervention à la Chambre nord-irlandaise des communes le 21 novembre 1934

## Aux origines du nationalisme républicain

Si cela n'a pas toujours été le cas, le républicanisme constitue aujourd'hui l'expression majoritaire du nationalisme irlandais dans les six comtés de l'Ulster. Plongeant ses racines dans les *United Irishmen* (les Irlandais unis) fondés au 18<sup>e</sup> siècle par le pasteur protestant Theobald Wolfe Tone, le mouvement républicain d'Irlande est inspiré par les révolutions française et américaine. Ce point s'explique, notamment mais pas uniquement, par deux éléments historiques distincts. L'indépendance des Etats-Unis d'Amérique constitue un exemple d'une colonie qui se libère du joug anglais. Forcément, elle revêt un caractère de modèle pour des Irlandais soumis au joug anglais, comme les habitants des treize colonies nord-américaines ont pu l'être. Par ailleurs, l'île accueille aussi un nombre important de migrants écossais dont la nation a fini, elle aussi, par être annexée au Royaume-Uni. Or, jusqu'au 18<sup>e</sup> siècle inclus, les Ecossais ont eu, comme allié principal, la France. Et les relations entre les deux nations étaient, à l'époque, extrêmement denses.

Politiquement, s'ils sont influencés par les thèses égalitaristes mises en avant dans les écrits révolutionnaires en provenance de France et des Etats-Unis, les Républicains irlandais s'affirment aussi confessionnels, mythifiant l'ancienne union entre catholiques et protestants, un sentiment symbolisé par le drapeau irlandais, union du vert des Irlandais catholiques et de l'orange des Orangistes protestants<sup>2</sup>. Dernier point de l'identité politique de cette sensibilité, l'action armée tient une place importante dans la tradition républicaine irlandaise, son histoire s'émaillant de soulèvements et de groupes armés clandestins.

Avec le 20<sup>e</sup> siècle, le républicanisme irlandais s'organise en parti. Le Sinn Féin est créé le 28 novembre 1905 à Dublin. Entre la fin du 18<sup>e</sup> siècle et la naissance du parti, les républicains, essentiellement urbains à la base, ont aussi redécouvert la culture gaélique dont les traces restaient vivaces dans les campagnes. Nombre des premiers cadres de l'organisation ont fait leurs premières armes au sein de la Ligue gaélique (*Conradh na Gaeilge* en gaélique), fondée en 1893. L'objectif principal du mouvement culturel animé à l'origine par Douglas Hyde<sup>3</sup> consistait à promouvoir le renouveau de la langue et de la culture gaéliques, en voie de disparition depuis la colonisation de l'île par les rois d'Angleterre. La devise de la Ligue gaélique est, toujours, « *Sinn féin, sinn féin amháin* », littéralement « *Nous-mêmes, nous-*

---

<sup>2</sup> Roger Faligot, *La Résistance irlandaise* (1916-1992), Terre de Brume, 1992

<sup>3</sup> Douglas Hyde sera le premier président de la république d'Irlande du 25 juin 1938 au 24 juin 1945.

*mêmes seulement* ». Comme dans d'autres pays européens, l'affirmation du nationalisme politique à la fin du 19<sup>e</sup> siècle se double d'une relecture de l'histoire de la nation, qui répond à la nécessité de faire émerger un nouveau récit collectif. C'est le cas en France avec les écrits de Jules Michelet, en Allemagne avec la redécouverte des mythologies germaniques. L'Irlande ne déroge pas à la règle.

### **L'ancrage nationaliste à gauche**

Dans ce cadre, l'œuvre de James Connolly témoigne d'une originalité certaine. Syndicaliste, le membre fondateur de l'Irish Socialist Republican Party appartient au petit groupe des premiers vulgarisateurs du marxisme en Irlande. Mais l'activiste développe aussi une approche du socialisme de nature à l'inscrire dans l'histoire du pays de ses ancêtres (il est né en Ecosse). En mars 1897, à vingt-neuf ans, Connolly publie sa première œuvre majeure, *Erin's hope*, qui va constituer l'embryon de son texte fondateur : *Le Mouvement ouvrier dans l'histoire irlandaise*. Connolly y décrit le système des clans gaéliques, organisation en vigueur avant l'arrivée des Anglais, comme garantissant la propriété collective des terres. Il développe, en cohérence, l'affrontement entre ce système de répartition de la terre et le féodalisme, avec la propriété privée, introduit par les Anglais comme constituant le « pivot » de toutes les révoltes et de la résistance continue du peuple irlandais à la présence anglaise. Bien que cette vision des clans comme expression d'un « communisme primitif » a été depuis invalidée par les recherches historiques, elle traduit la volonté de réunir dans un même courant le nationalisme culturel irlandais et le socialisme.

Même si, de son vivant et d'un point de vue politique, James Connolly a été largement minoritaire, pour ne pas dire marginal, son travail théorique semble connaître un succès posthume, au moins dans son souci de rassembler socialisme et foi chrétienne. Sans que l'on ne trouve dans ses textes d'expression d'une croyance personnelle, il a multiplié les écrits dressant le parallèle entre le mouvement révolutionnaire et le christianisme primitif. Dans son ouvrage *Le mouvement ouvrier, la nationalité et la religion*, James Connolly écrit ainsi :

*« La doctrine socialiste nous enseigne que tous les hommes sont frères, que le même sang rouge d'une humanité commune coule dans les veines de toutes les races, [quelles que soient] les croyances, couleurs et nations, que les intérêts de tous les travailleurs sont partout identiques et que les guerres sont une abomination. N'est-ce pas aussi de la bonne doctrine*

*catholique – la doctrine d’une église qui se vante d’être universelle ?<sup>4</sup> Comment se fait-il, alors, qu’une doctrine qui serait haute et sainte lorsqu’elle est théorisée dans la bouche d’un catholique deviendrait vile et blasphème lorsqu’elle est mise en pratique par un socialiste ? Le socialiste ne cesse pas d’aimer son pays lorsqu’il s’efforce d’en faire la propriété commune de son peuple ; c’est plutôt qu’il fait preuve d’un plus grand amour du pays que ceux qui veulent perpétuer un système qui transforme la vaste majorité de son peuple en exilés et exclus, vivant sous la coupe des capitalistes et propriétaires terriens dans leur propre pays. »*

En parallèle de ce travail d’écriture d’un récit syncrétique entre socialisme, histoire irlandaise précoloniale et catholicisme, sous l’impulsion d’une partie de ses dirigeants comme Michael Collins, vétéran de l’insurrection de Pâques 1916 et un des créateurs de l’IRA, une forte minorité révolutionnaire émerge au sein du parti nationaliste Sinn Féin. Mais c’est singulièrement au sein de l’armée républicaine nord irlandaise que le confluent entre nationalisme et socialisme va émerger. Les idées de James Connolly, apôtre d’une république ouvrière en Irlande, vont rejoindre celle de Michael Collins <sup>5</sup> et marquer durablement la branche militaire du républicanisme irlandais.

## **Le Sinn Féin aujourd’hui**

C’est une des raisons pour lesquelles le Sinn Féin moderne se positionne bien plus à gauche que celui qui a participé à la création de la République d’Irlande. Le parti dirigé aujourd’hui par Gerry Adams siège d’ailleurs au sein du groupe de la Gauche unie et des écologistes et de la gauche nordique au parlement européen. C’est ce Sinn Féin, appuyé sur l’IRA, qui, avec le Social-Democratic and Labour party (SDLP - parti social-démocrate travailliste), va renouveler le nationalisme nord-irlandais dans les années 70 sur une base de gauche.

Le Sinn Féin moderne est issu d’une scission du parti né en 1905 qui a eu lieu en 1970 après une rupture au sein de l’IRA. Le Provisional Sinn Féin, lié à la Provisional Irish Republican

---

<sup>4</sup> L’adjectif « catholique » vient du grec καθολικός (katholikos), qui signifie « universel ».

<sup>5</sup> Michael James Collins (né le 16 octobre 1890 et mort le 22 août 1922) est un leader révolutionnaire républicain irlandais. Rescapé de l’insurrection de Pâques 1916, il a été directeur des services secrets de l’IRA, ministre des Finances de la République, membre de la délégation irlandaise durant les négociations du traité anglo-irlandais, président du Gouvernement provisoire.

army (IRA), renoue avec les origines françaises et révolutionnaires du nationalisme. Declan Kearney, alors *national chairman* (responsable de l'organisation du parti) du Sinn Féin, explique en 2016 :

*« Notre nationalisme est un républicanisme héritier de la révolution française. C'est un nationalisme du peuple et pour le peuple.<sup>6</sup> »*

C'est aussi une vision inclusive de la nation, qui proclame, dans la continuité de la constitution du 24 juin 1793 dite « montagnarde » :

*« Tout étranger âgé de vingt et un ans accomplis, qui, domicilié en France depuis une année - Y vit de son travail - Ou acquiert une propriété - Ou épouse une Française - Ou adopte un enfant - Ou nourrit un vieillard ; - Tout étranger enfin, qui sera jugé par le Corps législatif avoir bien mérité de l'humanité - Est admis à l'exercice des Droits de citoyen français.<sup>7</sup> »*

En application de ce credo, tout habitant de l'Irlande peut adhérer au Sinn Féin, quelle que soit sa nationalité.

Cette filiation assumée n'est pas une nouveauté. Il faut relire la déclaration du gouvernement provisoire irlandais proclamée lors de l'insurrection de Pâques 1916. Le texte est cosigné par Eamonn Ceannt, Thomas J. Clarke, James Connolly (que nous avons déjà évoqué), Ean McDiarmada, Thomas McDonagh, P. H. Pearse, Joseph Plunkett. En écho aux textes français, il affirme des buts qui sont toujours ceux du républicanisme irlandais actuel en Ulster, tout au moins :

*« La République garantit la liberté civile et religieuse, des droits égaux et l'égalité des chances pour tous ses citoyens et déclare être résolue à rechercher le bonheur et la prospérité de la nation entière et de toutes ses composantes, avec une égale sollicitude pour tous les enfants de la nation, oublieuse des différences soigneusement entretenues par un gouvernement étranger qui a séparé dans le passé une minorité de la majorité... »*

### **Le SDLP : 25 ans de domination d'un nationalisme social-démocrate**

Cela étant, le républicanisme incarné par le Sinn Féin, s'il constitue en 2017, l'expression politique majoritaire du nationalisme nord-irlandais, revient de loin. De 1972 à 1994, alors que l'IRA menait la lutte armée, il a cédé le pas, au sein de l'électorat nationaliste, face au Social-Democratic and Labour Party (SDLP). Fondé en 1970 et lié dès ses débuts à l'Internationale socialiste, puis plus tard au parti des socialistes européens, le SDLP constitue

---

<sup>6</sup> Entretien avec Nathanaël Uhl le 24 septembre 2016, au siège du Parti communiste français

<sup>7</sup> Acte constitutionnel du 24 juin 1793, article 4

le premier parti nationaliste en Irlande du Nord pendant la période dite « des troubles », jusqu'au cessez-le-feu décrété par l'IRA en 1994. Défendant le rattachement des six comtés de l'Ulster à la république d'Irlande, le SDLP se singularise alors par son rejet de la violence et de la politique d'abstention qui amenait le Sinn Féin à ne pas participer aux assemblées où ses représentants sont élus, que ce soit en Irlande du Nord ou, plus encore, à Westminster. En 1973, le SDLP dispose de 19 sièges sur 75 à l'assemblée nord-irlandaise de Stormont. L'arrêt des opérations militaires de l'IRA coïncide avec le début du déclin de ce parti qui participe néanmoins, aujourd'hui, au gouvernement régional de Belfast, dans le cadre du partage du pouvoir, négocié en 2007<sup>8</sup>. Il a approfondi l'accord du Vendredi saint, signé en 1998 sous l'égide de Tony Blair alors premier ministre du Royaume-Uni entre unionistes et nationalistes.

### **Années 2000 : changement dans la représentation politique nationaliste**

En 1998, le SDLP est devenu le plus grand parti d'Irlande du Nord en termes de voix. C'est aussi la première fois qu'un parti nationaliste passe en tête au nombre de votes enregistrés. Mais cette victoire constitue aussi un chant du cygne. En effet, lors de l'élection générale britannique de 2001 puis à l'issue du scrutin pour l'assemblée législative d'Irlande du Nord de 2003, le Sinn Féin dépasse le SDLP à la fois en nombre de sièges et en voix. Quoiqu'il en soit, cette domination sociale-démocrate sur le nationalisme nord-irlandais pendant un quart de siècle témoigne de l'ancrage à gauche de cette sensibilité.

Les élections à l'assemblée législative d'Irlande du Nord de 2017 le 2 mars 2017 ont certes été l'occasion d'un regain pour le SDLP. Dans une assemblée réduite de 108 à 90 élus, le parti a conservé ses 12 sièges et gagné près de 12.600 voix par rapport au scrutin tenu l'année précédente. Mais l'événement majeur de ce scrutin a été la progression du Sinn Féin dans un contexte marqué par une forte participation électorale. Tournant autour de 45% en 2016,

---

<sup>8</sup> Dans le cadre du partage du pouvoir, le SDLP et Sinn Féin pour les nationalistes, UUP et le Democratic unionist party (DUP – parti démocratique unioniste) pour les loyalistes, siègent dans le même gouvernement. Le parti arrivé en tête obtient le poste de premier ministre ; celui arrivé pour l'autre communauté prend celui de vice-premier ministre. C'est ainsi que l'ancien commandant de l'IRA, Martin McGuinness a été vice-premier ministre nord-irlandais de 2007 à 2016 pour le Sinn Féin ; l'ancien membre des paramilitaires protestants Ian Paisley prenant la tête du gouvernement pour le DUP.

l'abstention a reculé à 35% dans une consultation électorale tenue moins d'un an après le référendum sur l'appartenance du Royaume-Uni à l'Union européenne. Capitalisant 27,9% des voix, le Sinn Féin obtient 28 sièges, talonnant le Democratic Unionist Party (DUP), qui capitalise tout juste 28,1% des suffrages et 29 élus.

Cette dynamique a été confirmée par l'élection générale britannique qui a eu lieu le 8 juin 2017. A cette occasion, le Sinn Féin est passé de 4 à 7 élus, le SDLP perdant tous ses membres du parlement à la Chambre des Communes. Un mouvement similaire a eu lieu dans le camp unioniste puisque le DUP a rayé de la carte son rival Ulster Unionist Party (UUP – parti unioniste d'Ulster) qui a dominé la scène politique nord-irlandaise de 1920 à 1970.

Certes, les analystes sont loin d'être unanimes sur la signification des résultats de ces deux scrutins qui ne peuvent se lire l'un sans l'autre. Dans l'ensemble, c'est le leadership du DUP qui semble être remis en cause plus qu'un mouvement de fond en direction de la réunification de l'Irlande. Tel est l'avis majoritaire des journalistes politiques spécialistes de la question nord-irlandaise. Il est exact que la pratique politique du DUP et de la première ministre d'Ulster, Arlene Foster, provoquent bien des remous dans le pays. Depuis le scrutin britannique de juin, la leader unioniste a monnayé le soutien de ses dix parlementaires à Theresa May pour un milliard et demi de livres sterling<sup>9</sup>. Cette somme a été présentée comme une contribution du gouvernement central, donc de Londres, au développement d'une des régions les plus en difficulté sur le plan économique et social de l'Irlande du Nord. Avec du recul, il semble que les circonscriptions électorales où le DUP est majoritaire soient les principales bénéficiaires de cette manne.

Le Sinn Féin n'a pas manqué de relayer cette accusation qui renvoie aux pratiques unionistes d'avant 1998, quand les catholiques étaient victimes de discriminations. Le parti républicain mène depuis la conclusion du deal entre Theresa May et le DUP une campagne sur l'intolérance du parti unioniste et alerte sur le fait qu'il fragilise les accords de paix signés en 1998. Ces derniers stipulent que, dans la conduite des affaires intérieures de l'Ulster, Londres doit faire preuve d'une stricte neutralité. Le rôle de la Grande-Bretagne demeure d'être un médiateur en cas de crise. *« Comment Londres peut-elle être dans la médiation si le*

---

<sup>9</sup> [Les Tories sacrifient un milliard de livres et la paix civile en Irlande du nord pour un accord avec le DUP](#), in Grey Britain, juin 2017



*gouvernement est tenu par le DUP* », s'est inquiété Alastair Campbell, ancien conseiller de Tony Blair et, en tant que tel, un des acteurs discrets des Accords du Vendredi saint <sup>10</sup>.

### **Le Brexit ravive la revendication unitaire**

Dans ce contexte, la question de l'unification de l'Irlande, au travers du rattachement des six comtés du nord à la République reste ouverte. Les nationalistes ne sont pas en retrait sur cet enjeu. D'autant que le référendum de juin 2016, qui s'est conclu par une majorité en faveur de la sortie de l'Union européenne, dramatise la situation <sup>11</sup>. Déjà, les Nord-Irlandais ont voté, eux, pour le maintien dans l'Union par 55,78% des suffrages exprimés. Au-delà de cet aspect, si la sortie du Royaume-Uni de l'UE devait devenir effective, la logique voudrait que la frontière soit rétablie entre l'Ulster et la République d'Irlande. Or, en application à la fois des textes européens sur la libre circulation des personnes et de l'accord du Vendredi Saint, elle n'existe plus, dans les faits. Ce qui favorise, grandement, les relations entre les Irlandais du nord et du sud, dont les familles peuvent être éclatées entre les deux composantes.

Là aussi, le Sinn Féin, qui a fait campagne pour le maintien dans l'Union européenne, se révèle très marxiste en exacerbant les contradictions du système politique. Declan Kearney explique ainsi :

*« Ce référendum montre le caractère non démocratique de la partition irlandaise. Les deux parties de l'île partagent le même attachement à l'Union européenne, parce qu'elles sont habitées par un même peuple, avec une même communauté de destin. Or, si le gouvernement britannique met en œuvre l'expression de la seule volonté des Anglais et des Gallois, il y a aura une nouvelle frontière politique et économique entre Irlandais. Ce n'est pas acceptable. C'est même contraire à l'esprit des accords de paix. »* <sup>12</sup>

La réalité de la crise a amené les responsables politiques de la République d'Irlande à sortir de leur prudente réserve sur la question nord-irlandaise. Ils semblent désormais soutenir l'idée d'un référendum sur le rattachement de l'Ulster à la République. Ce qui constituerait la victoire ultime des nationalistes.

---

<sup>10</sup> *L'alliance entre Tories et DUP remet en cause le fragile équilibre nord-irlandais*, in Grey Britain, 13 juin 2017

<sup>11</sup> Lire aussi *Royaume-Uni : Brexit et conséquences*, pour ACJJ, 19 juillet 2016

<sup>12</sup> *Declan Kearney (Sinn Féin) : « Il est temps d'entamer le débat sur l'indépendance totale de l'Irlande »*, in Grey Britain, 26 septembre 2016